

Lettre ouverte à Monsieur le Président de la République.

Le mercredi 8 mai 2019

Monsieur Le Président,

Le sport français est plongé depuis six mois dans une crise profonde ; après nos multiples alertes auprès de notre ministre de tutelle, qui a depuis perdu la confiance de tous les acteurs, nous nous adressons à vous directement.

Fort de ses 472 médailles olympiques de 1960 à ce jour, le sport français représente une des plus belles vitrines de notre nation. L'opportunité de la mettre en valeur à l'orée de PARIS 2024 pourrait être grande.

Oui, nous parlons au conditionnel Monsieur le Président, car le patrimoine sportif français se consume lentement, insidieusement depuis des mois, de manière invisible, sans que, ni le grand public, ni vous-même ne soyez conscients de cet incendie d'envergure.

Les fédérations sont soumises à une pression sans nom et sont au bord de la rupture devant un modèle proposé intenable financièrement. Les architectes du sport, pourvoyeurs de médailles, développeurs, formateurs de cadres sont menacés dans leur statut.

Les sportifs, qui se sont déjà exprimés, réaffirment publiquement leur soutien et sont inquiets de perdre leurs référents techniques et leurs formateurs détecteurs dans des territoires soumis à une incertitude totale.

La concurrence étrangère, consciente de la fragilité provoquée dans le sport français, n'a pas attendu pour engager son entreprise de déstabilisation en cherchant à recruter les experts français pour conquérir de nombreuses médailles sur le sol français en 2024.

Monsieur le Président de la République, comment a-t-on pu en arriver là ?

Alors que le ministère des sports a fixé la barre très haute pour relever le défi des 80 médailles olympiques et du développement du nombre de licenciés, les directions techniques nationales se sont organisées pour respecter l'exigence et les directives publiques avec la mise en place des projets de performance fédéraux et des conventions pluriannuelles d'objectifs.

Tous les acteurs du sport français, sont unis et unanimes pour le crier, que ce soit le "Collectif des 1300 CTS", les présidents de Fédérations olympiques et non olympiques, les syndicats, l'Inspection Générale du Ministère des Sports, les sportifs de Haut Niveau, l'Association des Directeurs Techniques Nationaux (AsDTN), cette réforme n'a aucun sens à cet instant.

La création de l'Agence masque au grand public la réalité que vit l'ensemble des cadres techniques du sport français. La lettre de cadrage budgétaire annoncée en septembre a totalement déstabilisé l'ensemble des CTS et a définitivement abattu les techniciens après la fuite d'une note blanche annonçant le 19 avril le détachement «d'office » pour tous ses personnels à l'horizon 2025 au plus tard.

L'onde de choc provoquée depuis six mois, et dénoncée unanimement par les acteurs du sport français, attaque les fondements de nos valeurs et l'un de nos objectifs comme le vôtre : l'unité nationale.

Cette réforme, tant décriée, tente de dissocier le statut entre collègues de fédérations différentes, voir même, au sein de la même fédération. Cela nous stupéfait dans la quête d'un rassemblement tant recherché.

Le dossier a été mal travaillé administrativement. Cette réforme, avec ces mesures, engagera des coûts financiers et humains plus élevés pour l'Etat, pour les fédérations, dans un contexte budgétaire contraint pour tous.

Nous ne pouvons imaginer la vision d'une délégation française aux JOP de Paris 2024 alors que certains acteurs fondamentaux auront été laissés pour compte, éliminés sous le poids d'une concurrence recherchée cinq ans avant les Jeux.

Nous refusons ce projet de société, car il ne semble correspondre ni aux valeurs du sport français, ni au cap que vous avez fixé à notre pays.

Paris 2024, c'est dans 5 ans, c'est demain.

Nous souhaitons surtout la réussite de NOS Jeux, si longuement attendus et préparés, pour que la France rayonne sur cette manifestation planétaire.

L'immensité de la tâche, à l'identique de la reconstruction de grands édifices, nécessite de nombreuses années de préparation... Mais la dynamique a été malheureusement totalement inversée par la destruction de l'encadrement.

Permettez-nous, Monsieur Le Président, de nous interroger sur la temporalité de cette initiative. Malgré un avis du Conseil d'Etat réservé, les statuts de l'Agence ont été publiés discrètement et hâtivement lors d'un week-end férié, contre ce même avis.

Mais pourquoi vouloir prendre tant de risques et sans transition aucune ?

Nous souhaitons également vous alerter sur le manque de perspectives qui règne dans les territoires. L'organisation du sport tremble dans sa globalité du plus haut point jusqu'à ses fondations. La suppression des contrats aidés, la réforme territoriale, le refus d'augmenter le pourcentage de taxe au profit du mouvement sportif, la baisse effective du montant des subventions CNDS au profit des associations sportives (500 € cette année au lieu des 800 € l'année dernière) et maintenant le détachement des CTS sont des marqueurs forts de déstabilisation, d'inquiétude, d'abandon.

La méthode utilisée dans notre Ministère nous interpelle. Elle vise d'abord à supprimer tout de suite 25% des effectifs en annulant les concours de recrutement à partir de 2019, définitivement, puis à détacher d'office les cadres techniques pouvant se retrouver très rapidement dans des situations intenable.

Vous parait-elle appropriée à l'aube des JO ?

Un passage en force en imposant ce mécanisme aux agents et aux fédérations dans le cadre des textes de loi de la modernisation de la vie publique va-t-il apaiser le sport français déjà en ébullition ?

La réforme destructrice, sans vision aucune pour le sport, qui prédomine sur la vision de terrain est-elle compatible pour la réussite du sport français en 2024 ?

Faut-il détruire l'ancien système ainsi que le statut de ces ingénieurs du sport (experts de la performance, ingénieurs de formation, formateurs de formateurs, chefs de projet, managers de haut niveau) au profit d'un autre modèle qui se voudrait plus moderne et plus agile et dont l'efficacité est pour le moins incertaine quand on commence par en supprimer tout de suite 25%?

Ou plus simplement, est-ce une opposition de visions plongeant le corps des CTS et leur administration de tutelle dans l'impasse ?

L'ensemble des personnels techniques a mené ou mène encore une réforme territoriale lourde, exigeante et onéreuse en ressources, en énergie en lien avec les dirigeants fédéraux.

Engager la refonte du Sport français, sans prendre en compte cette composante, dans la précipitation, nous paraît dangereux. Nos concurrents étrangers en sourient ; ils se préparent aux JOP de Tokyo et de Paris alors que nos cadres sont mobilisés à se faire entendre, dans la douleur, sur fond de mal être professionnel.

La tentative d'apaisement de la Ministre des Sports avec un courrier à tous ses agents, semble bien mince et tardive au regard de l'état moral du sport français et de la disparition totale de confiance en cette personne et son entourage.

Monsieur le Président, nous pensons que le temps de réformer et de proposer un modèle nouveau sera, peut-être à étudier après les JOP de 2024, en concertation avec tous les acteurs concernés après l'évaluation que constituent les JO.

En attendant, la réussite de Paris 2024 ne pourra se faire sans ses forces vives. Les 1600 cadres techniques sont aujourd'hui découragés de voir le patrimoine sportif menacé et voler en éclat après 60 ans de construction, pour ne pas dire démotivés devant une crise aussi profonde et avec des enjeux aussi importants pour la France. L'histoire du sport olympique français a déjà souffert de ces turbulences en 1996 lors du défilé de la cérémonie d'ouverture à Atlanta pour les mêmes motifs qui nous poussent à vous écrire.

C'est la raison pour laquelle nous nous adressons à vous, en dernier recours, par cette lettre ouverte.

Ainsi, nous sollicitons votre bienveillance pour éviter au sport français de manquer l'évènement sportif le plus important de ces dernières décennies, de sacraliser ses personnels techniques et pédagogiques dans sa globalité jusqu'à la sortie de cet évènement. Nous sollicitons votre bienveillance pour abandonner le principe des détachements des CTS dans les fédérations qui n'ont ni la capacité financière à terme, ni les moyens structurels de s'organiser dans les délais imposés.

Un moratoire jusqu'aux JOP de 2024 permettrait ainsi de redonner de l'élan à l'ensemble des acteurs du sport français aujourd'hui très affectés et démoralisés.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération.

« Le collectif des 1000 »

Représentant 1300 CTS/EN/CTN/DTN